



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
09 au 14
mars 2026

Enseignement supérieur: un appel à candidatures pour le financement de 40 projets de recherche



Un appel à candidatures a été lancé par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri) pour le financement de 40 projets de recherche. Plusieurs domaines sont visés.

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri), à travers la Direction générale de la recherche et de l'innovation (Dgri), met en place un Fonds compétitif pour la recherche à impact. Selon un communiqué de presse, « cet instrument d'intermédiation entre la demande de recherche et l'offre scientifique a pour vocation de générer des données probantes pour éclairer les politiques publiques ». C'est dans ce cadre que le ministère a lancé un appel à candidatures pour sélectionner et financer 40 projets stratégiques apportant des solutions concrètes aux défis du développement durable et de la souveraineté nationale.

Selon le document, les projets soumis doivent concourir aux objectifs suivants : « soutenir la recherche fondamentale et appliquée ainsi que le développement de solutions innovantes directement liées aux priorités de développement national et territorial ; promouvoir et valoriser les connaissances et compétences, savoirs et savoir-faire locaux et nationaux ». Il s'agit également de renforcer les capacités institutionnelles et humaines des institutions de recherche ainsi que les relations partenariales avec le secteur privé ; impliquer les chercheuses à tous les niveaux et accompagner les jeunes chercheurs. « Les propositions doivent s'inscrire dans les domaines suivants », a-t-on ajouté.

Il s'agit notamment de l'agriculture et la souveraineté alimentaire ; l'économie et l'industrialisation ; la santé et le bien-être ; l'environnement et les ressources naturelles, le numérique et les technologies émergentes ; la société, l'administration et la gouvernance. Le ministère de préciser que « l'intégration des aspects sociaux et anthropologiques, via l'inclusion de chercheurs en sciences sociales, est requise pour tous les projets Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (Stem).

Le communiqué mentionne que « les candidats éligibles sont les enseignants-chercheurs ou chercheurs rattachés à une université publique, un institut de recherche, un établissement public à caractère scientifique et technologique (Epst) ou un secteur industriel public orienté vers la recherche et le développement ». La sélection, poursuit la source, « se fera en 4 étapes : vérification administrative, évaluation scientifique par un panel d'experts, auditions ou visites de terrain pour la catégorie (si nécessaire) et la décision finale du comité de pilotage ».

<https://lesoleil.sn/actualites/education/enseignement-superieur-un-appel-a-candidatures-pour-le-financement-de-40-projets-de-recherche/>

NATIONALE

Dr Néné Mbodj : « Il faut travailler ensemble à sécuriser le campus »



La récente crise universitaire, marquée par le décès d'Abdoulaye Bâ, étudiant en 2e année à la Faculté de médecine, avait plongé le campus social de l'Ucad dans un climat de tensions et d'émotions fortes. Dans cet entretien, le directeur du Coud, Ndéné Mbodj, revient sur cette séquence tragique et appelle à l'apaisement ainsi qu'au respect du règlement intérieur.

Le campus social a connu des événements douloureux avec le décès de l'étudiant Abdoulaye Bâ. Comment avez-vous vécu cette période de crise ?

C'est vrai que nous avons traversé des épreuves parfois amères, parfois regrettables, et surtout non souhaitables du tout, notamment le décès d'un étudiant, Abdoulaye Bâ, de la Faculté de médecine en deuxième année. J'en profite encore pour demander que Dieu l'accueille au paradis. Je souhaite aussi à ses parents beaucoup de résilience pour la suite de la vie de leur famille, ainsi qu'à toute la communauté universitaire, car en fin de compte, c'est l'université qui a perdu. Nous avons perdu l'un des nôtres et c'est regrettable. Que ces événements soient cycliques ou non, nous avons malheureusement l'habitude, depuis des années maintenant, de vivre ce genre de situations. Il faut tout faire pour que l'université reste ce temple du savoir et éviter toute confrontation, toute violence et tout désordre. Nous devons nous battre davantage pour que l'image de l'université soit rehaussée dans le concert des universités les plus prestigieuses du monde.

Et comment appréciez-vous l'intervention des forces de l'ordre au sein du campus ?

Moi, j'ai l'habitude de le dire et je l'ai déjà répété : j'ai des missions, des compétences et des limites. J'ai des prérogatives, mais je ne suis pas quelqu'un chargé de renseigner. Donc, concernant les forces de l'ordre, je ne connais pas grand-chose à leur fonctionnement.

Avez-vous requis, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement, le ministère de l'Intérieur pour une intervention ?

Je ne suis pas compétent pour cela. Le Coud n'est pas habilité à prendre ce type de décision. Nous n'avons ni appelé ni autorisé quoi que ce soit. Franchement, nous ne sommes pas compétents pour cela.

Vous aviez annoncé auparavant la réouverture des restaurants. Qu'est-ce qui s'est réellement passé ?

Vous savez, la première vague correspond à des protestations un peu durcies, du 23 novembre au 3 décembre, soit presque dix jours d'affilée. Les étudiants nous ont imposé leurs stratégies de lutte. Au lieu de barrer la route ou d'aller s'affronter avec les policiers, ils ont préféré organiser des journées sans ticket. Ils pensent que cette forme de lutte fait très mal à l'autorité.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/dr-nene-mbodj-il-faut-travailler-ensemble-a-securiser-le-campus/>

Recherche et sciences: La présence des femmes en question



L'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (Ansts), en collaboration avec l'Académie nationale des jeunes scientifiques du Sénégal (Anjss), a organisé, hier, à Dakar, une rencontre intitulée « Paroles de Femmes de Science : Voir, comprendre, transformer ». Scientifiques confirmées et jeunes chercheuses y ont partagé leurs parcours et réfléchi sur les moyens de renforcer la présence des femmes dans la recherche.

Donner la parole aux femmes scientifiques, valoriser leurs contributions et inspirer les jeunes générations. Tel était l'objectif de la rencontre organisée, hier, à Dakar, par l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (Ansts). L'initiative entre dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes. À travers des témoignages et des échanges intergénérationnels, les participantes ont évoqué les obstacles rencontrés, mais aussi les perspectives ouvertes pour une plus grande présence des femmes dans la recherche scientifique.

La rencontre a rassemblé ministres, universitaires, chercheurs et partenaires autour d'une réflexion sur la place des femmes dans les sciences. Les discussions ont mis en avant la persévérance, la solidarité et la conviction comme des facteurs essentiels pour favoriser l'ascension des femmes dans les carrières scientifiques.

Membre de l'Ansts et ancienne rectrice de l'Université Iba Der Thiam de Thiès, la professeure Ramatoulaye Diagne Mbengue a rappelé que cette initiative vise à créer des passerelles entre générations et à rapprocher la science de la société. « L'académie a pour mission de construire des ponts entre les générations et entre la science et la société », a-t-elle souligné, insistant également sur l'importance de la famille et du mentorat dans l'accompagnement des jeunes femmes scientifiques.

Selon elle, la rencontre a aussi permis de formuler plusieurs recommandations visant à renforcer la visibilité des femmes dans les milieux scientifiques. Parmi celles-ci figure la création d'un annuaire des femmes scientifiques afin de mieux valoriser leurs contributions et faciliter leur identification dans les réseaux académiques et de recherche.

Miser davantage sur le mentorat

La professeure Anta Tal Dia, pédiatre, professeure de santé publique et membre de l'Ansts, a, pour sa part, rappelé que la science ne saurait être l'apanage d'un seul genre. « La science n'a pas de genre. L'apport des femmes à la recherche scientifique est considérable », a-t-elle déclaré, évoquant également l'histoire marquée par l'invisibilité de nombreuses femmes scientifiques dont les découvertes ont parfois été attribuées à des hommes. Elle a toutefois noté que la tendance évolue progressivement, les femmes occupant aujourd'hui une place de plus en plus visible dans la production scientifique. Selon elle, les chercheuses apportent souvent une approche plus globale de la recherche, intégrant les dimensions sociales, éthiques et environnementales.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/recherche-et-sciences-la-presence-des-femmes-en-question/>

Du génie chimique à l'économie bleue : Aminata Paye et Adama Kane au 51^e Salon des Inventions



Du 11 au 15 mars, 1430 inventeurs de 35 pays présentent 1050 innovations au Palexpo de Genève, évaluées par un jury international et validées par l'OMPI. Le Sénégal, de retour après sa première participation historique l'an dernier, est représenté par sept inventeurs, dont Aminata Paye, ingénieur en Génie Chimique et Industries Alimentaires et Adama Kane, Ingénieur Télécoms, 25 ans d'expérience dans l'économie numérique, créatif. Le Soleil Digital vous propose le profil de ces brillants représentants du pays.

Ingénieur de conception en Génie Chimique et Industries Alimentaires, Aminata Paye est titulaire d'un master 2 de recherche en Génie des Procédés et Environnement. Parallèlement elle a suivi une spécialisation en marketing ce qui a permis de créer la marque Miia et de développer les farines infantiles Miia qui sont formulées à partir de nos céréales locales et qui constituent une solution nutritionnelle locale accessible à tous.

Son invention concerne un concentrateur gravimétrique à bol rotatif pour la récupération de l'or des minerais permettant de récupérer l'or sans utiliser le mercure ou le cyanure qui sont des produits nocifs pour l'environnement. Il comprend un bol monté sur un arbre de rotation entraîné par un moteur, un dispositif permettant d'alimenter le bol, une cuve de réception des eaux débordantes. Le bol est constitué d'une partie inférieure conique et d'une partie supérieure cylindrique et sa surface interne est lisse. Il est concentrique avec la cuve de réception et est fixé à une certaine distance du fond de la cuve. Cette cuve disposant de deux sorties l'une permettant de d'évacuer l'eau vers les égouts, l'autre permettant de récupérer la boue. L'arbre de rotation est entraîné par un système d'entraînement relié au moteur.

Ecospeche d'Adama Kane brille à Genève

Adama Kane, Ingénieur Télécoms, 25 ans d'expérience dans l'économie numérique, créatif i est reconnu à travers de nombreux prix décernés par les grandes institutions internationales, Union internationale des Télécommunications, Usaid, Ashoka, Nations-Unies.

Sa découverte : Ecospeche est une plateforme numérique de surveillance et de gestion durable des pêcheries. Elle combine les données AIS, satellites et intelligence artificielle pour analyser l'activité des navires de pêche en temps réel. La solution permet de détecter la pêche illégale (INN) et d'améliorer la transparence dans les zones maritimes. Ecospeche aide les États, les chercheurs et les organisations régionales à prendre des décisions basées sur les données. L'objectif est de protéger les ressources halieutiques tout en soutenant une économie bleue durable en Afrique de l'Ouest.

<https://lesoleil.sn/actualites/sciences/du-genie-chimique-a-leconomie-bleue-aminata-paye-et-adama-kane-au-51e1%b5%89-salon-des-inventions/>



Maroc/Réforme de l'enseignement supérieur : le gouvernement fait le point

Le chef du gouvernement Aziz Akhannouch a présidé, mercredi 11 mars à Rabat, une réunion consacrée au suivi de la mise en œuvre de la réforme du système de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation. Cette rencontre a permis de faire le point sur les avancées réalisées et d'examiner plusieurs projets visant à renforcer la qualité et l'attractivité de l'université marocaine. À cette occasion, le chef du gouvernement a souligné que cette réforme, menée conformément aux Hautes Directives Royales, constitue un levier important pour améliorer la qualité du capital humain et soutenir le développement économique et social du pays.

Dans ce cadre, le budget du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation a été augmenté de 30 % entre 2021 et 2025. Cette hausse a permis notamment de renforcer les effectifs des cadres pédagogiques et administratifs, d'améliorer leurs conditions de travail et d'accroître la capacité d'accueil des universités. La réunion a également porté sur plusieurs projets structurants, notamment la réorganisation de la cartographie universitaire publique afin de renforcer l'équité territoriale dans l'accès à l'enseignement supérieur. Les participants ont également examiné le projet de création d'une faculté de médecine, de pharmacie et de médecine dentaire à Kénitra, destinée à renforcer l'offre de formation dans la région et à réduire la pression sur la faculté de Rabat. Le renforcement de l'hébergement universitaire a aussi été abordé. Cinq projets ont été lancés à Agadir, El Jadida, Oujda, Nador et Béni Mellal pour une capacité totale de 11.000 lits. Une seconde phase, prévue en avril prochain, devrait porter la capacité d'accueil à 100.000 lits supplémentaires.

Les discussions ont également mis en évidence l'évolution de l'offre universitaire et l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur. L'effectif global des étudiants a ainsi augmenté de 4,8 % par rapport à l'année universitaire précédente, dépassant désormais 1,3 million d'étudiants. Sur le plan pédagogique, l'offre de formation a été diversifiée avec la création de 366 nouvelles filières et la mise en place de passerelles entre différentes branches et spécialités afin de faciliter l'orientation et la reprise d'études.

Plusieurs programmes sectoriels ont également été évoqués, notamment le renforcement de la formation dans les métiers de la santé avec l'ouverture de 10.841 places pédagogiques, ainsi que le programme de formation des enseignants des cycles primaire et secondaire qui a mobilisé 20.404 places. Dans les filières du numérique, plus de 27.000 nouveaux étudiants ont intégré les universités publiques.

La réunion a également été l'occasion de présenter la plateforme d'apprentissage des langues « Elogha-sup », conçue par une équipe marocaine et destinée aux étudiants des universités. Elle propose des formations en anglais, français, espagnol, arabe et amazigh.



<https://lematin.ma/nation/reforme-de-lenseignement-superieur-le-gouvernement-fait-le-point/334438>

Enseignement supérieur en Algérie : une commission pour piloter le virage vers l'université 4.0



Face à une économie mondiale structurée autour de la connaissance et de l'innovation, l'Algérie accélère sa transformation universitaire. La mise en place d'une commission dédiée au modèle 4.0 traduit le passage à l'acte d'une ambition engagée depuis plusieurs années.

En Algérie, l'Université de la formation continue (UFC) a officiellement installé une commission chargée de piloter sa transition vers l'université dite de « quatrième génération » (4.0). Selon Algérie Presse Service (APS), qui a relayé l'information ce jeudi 12 mars, cette démarche « reflète l'orientation du secteur vers l'accompagnement des mutations technologiques mondiales et le renforcement du rôle de l'université dans le domaine de l'innovation ».

L'établissement public dédié à l'enseignement à distance y voit « une étape vers l'édification d'une université intelligente et innovante, capable de relever les défis de l'avenir et de contribuer efficacement au développement national et à l'économie de la connaissance ».

La commission s'appuie sur un socle numérique déjà bien avancé. En septembre 2025, lors de la Semaine nationale de l'enseignement numérique, le recteur Yahia Djaafri avait indiqué que l'UFC avait formé plus de 800 enseignants aux technologies de l'information et de la communication, finalisé 683 cours en ligne, dont 120 en anglais, et déployé 68 plateformes numériques dédiées aux étudiants. Sa formalisation en instance institutionnelle lui confère désormais les moyens d'aller plus loin.

Ce chantier s'inscrit dans une dynamique sectorielle plus large. Pour l'année universitaire 2024/2025, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique recense 1530230 étudiants, dont 938673 femmes (63 %). Un volume qui traduit à la fois la massification du système et l'urgence d'en moderniser les contenus.

Sur le plan de la visibilité internationale, la trajectoire est nette. Avec 46 établissements référencés dans le classement QS Arab Region 2026, contre 17 en 2025 et 14 en 2024, l'Algérie se hisse au premier rang du Maghreb et du monde arabe en nombre d'universités classées. Il reste à convertir cette dynamique en employabilité concrète, défi central que le modèle 4.0 de l'enseignement supérieur est précisément appelé à relever.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/1303-136640-enseignement-superieur-en-algerie-une-commission-pour-piloter-le-virage-vers-l-universite-4-0>

France : étudiants et personnels manifestent à Paris contre le « sous-financement chronique » de l'enseignement supérieur



Une centaine d'étudiants et de membres de l'enseignement supérieur ont manifesté mardi 10 mars à Paris, devant le ministère, à l'appel d'une intersyndicale, pour dénoncer le « sous-financement chronique » des universités, a constaté une journaliste de l'Agence France-Presse (AFP).

« On manifeste notre colère sur le manque de budget, qui est à la fois pour les personnels, mais aussi pour l'enseignement et la recherche », a déclaré à l'AFP Nathalie Frayon, secrétaire générale adjointe du SNPTES-UNSA, alors que se tenait au ministère une réunion budgétaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, organe consultatif présidé par le ministre Philippe Baptiste, où siègent les syndicats représentatifs.

« Cela fait plus de quinze ans qu'on a un financement par étudiant qui ne fait que baisser et on a vraiment besoin de solutions concrètes, parce que ça impacte déjà actuellement l'avenir de toute une génération », a également souligné Suzanne Nijdam, présidente de la FAGE, première organisation étudiante.

« 100 % des universités en déficit »

Cette mobilisation intervient alors que se déroulent, depuis janvier et jusqu'au printemps, les Assises du financement des universités, lancées par le gouvernement afin d'aboutir à un « diagnostic partagé » sur la situation budgétaire des universités, selon le ministère.

Les syndicats estiment qu'il manque aujourd'hui au moins 8 milliards d'euros pour répondre aux besoins de l'enseignement supérieur public. Pour Emmanuel de Lescure, secrétaire général du Snesup-FSU, « 100 % des universités sont en déficit » ; il dénonce « un véritable plan social » : « On les voit dans la baisse du nombre de places offertes sur Parcoursup et sur Mon Master, dans la suppression de filières de formation, ou encore dans le gel de postes d'enseignants et d'enseignants-chercheurs. »

Le ministère de l'enseignement supérieur reconnaît qu'un « certain nombre d'universités font face à des difficultés financières ». Il met notamment en avant le budget 2026, qui a validé « des crédits en hausse de 350 millions d'euros pour le ministère par rapport à 2025 ainsi qu'une augmentation de 725 millions d'euros des crédits de la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur, qui s'élèvent à 31 milliards d'euros pour 2026 ».

https://www.lemonde.fr/education/article/2026/03/10/universites-etudiants-et-personnels-manifestent-a-paris-contre-le-sous-financement-chronique-de-l-enseignement-superieur_6670276_1473685.html

Comment devenir analyste en cryptomonnaies, un métier clé à l'ère de la finance décentralisée



Lire les marchés là où la plupart des gens ne voient que du chaos. C'est, en quelques mots, ce que fait l'analyste en cryptomonnaies. Ni trader, ni développeur, ce professionnel occupe une position stratégique unique en transformant un flux ininterrompu de données brutes en informations exploitables pour des investisseurs, des fonds, des entreprises et des institutions financières.

Mouvements de capitaux sur la blockchain, sentiment de marché, évaluation fondamentale des projets, analyse technique des tendances de prix, veille réglementaire, tout passe par son regard expert. Des outils comme Glassnode pour la surveillance en temps réel des mouvements de fonds enregistrés sur la blockchain, TradingView pour l'analyse graphique ou Messari pour la recherche approfondie constituent son arsenal quotidien.

Ce qui rend ce métier particulièrement attractif, c'est la combinaison rare qu'il propose entre rémunération élevée, flexibilité totale et compétences hautement transférables. Aux États-Unis, le salaire moyen d'un analyste crypto tourne autour de 123 000 dollars par an selon Glassdoor, avec une fourchette allant de 92 000 à 172 000 dollars selon le profil et l'employeur. En France, les rémunérations vont de 40 000 euros (45 000 dollars) pour un débutant à plus de 100 000 euros bruts annuels pour un profil senior, auxquels s'ajoutent bonus, commissions et parfois une part directe en actifs numériques, selon les données de Paris School of Technology and Business (PST & B).

En Afrique, un analyste crypto peut prétendre à un salaire moyen de 93 000 dollars par an, avec une fourchette allant de 68 000 à 119 000 dollars selon BelnCrypto Jobs.

La disponibilité permanente des marchés, 24 h/24 et 7 j/7 sans exception, fait du remote la norme dans ce métier, permettant à un analyste basé à Dakar, Lagos ou Nairobi de travailler pour un fonds new-yorkais ou une fintech singapourienne sans quitter son bureau. Au-delà de la liberté géographique, les compétences accumulées en analyse de données, gestion du risque et lecture fine des marchés financiers constituent un passeport professionnel universel, ouvrant des portes vers la conformité réglementaire, la stratégie d'entreprise ou la finance institutionnelle traditionnelle.

Le continent africain n'observe pas cette révolution depuis les gradins, il en est l'un des acteurs les plus dynamiques. Selon le Chainalysis 2025 Geography of Cryptocurrency Report, l'Afrique subsaharienne a vu transiter plus de 205 milliards de dollars via les blockchains publiques entre juillet 2024 et juin 2025, soit une progression de 52 % sur un an, ce qui en fait la troisième région à la croissance la plus rapide au monde.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/1303-136626-comment-devenir-analyste-en-cryptomonnaies-un-metier-cle-a-lere-de-la-finance-decentralisee>